

**Syrie - Déclaration de M. Jean-Yves
Le Drian, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères**
(Paris, 20 avril 2018)

A cette heure, les enquêteurs de l'OIAC n'ont toujours pas accès au site de l'attaque chimique de Douma. Si la Russie et la Syrie tiennent finalement leurs engagements, il leur aura donc fallu au moins quinze jours pour le faire. Or, la mission de l'OIAC a pour mission d'établir si une attaque chimique a bien eu lieu et de dire quelle est la nature de l'agent chimique utilisé. Cette obstruction nuit évidemment à la qualité de l'enquête. Il est vraisemblable que cette attitude vise à faire disparaître les preuves et les éléments matériels liés à l'attaque chimique sur le site même où elle s'est produite. Un accès complet, immédiat et sans entrave doit être accordé à l'équipe de l'OIAC, comme nous l'avons toujours demandé.

Depuis plusieurs jours, la Russie multiplie les déclarations officielles contradictoires sur l'attaque chimique de la Douma : un jour l'attaque chimique n'a pas eu lieu, le lendemain elle est le fait des groupes armés, le surlendemain d'une manipulation occidentale. Aucun souci de cohérence ni de vérité puisqu'il s'agit de semer le doute et la confusion. Désormais, la Russie propage des vidéos mettant en scène des enfants, alors qu'il s'agit d'attaques qui ont coûté la vie à plus de 45 personnes et en ont blessé de très nombreuses autres.

Comme je l'ai rappelé à plusieurs reprises :

- la France a recueilli sur les attaques chimiques intervenues à Douma le 7 avril de nombreux témoignages dont l'authenticité est avérée ;
- des ONG médicales ont constaté des traces d'attaques chimiques sur les victimes ;
- des photographies et vidéos, nombreuses et concordantes ont été authentifiées par nos experts ;
- les symptômes de plus de 500 patients qui se sont présentés samedi dans des établissements de soins correspondaient sans nul doute à l'action de gaz. L'OMS elle-même l'a constaté et nos laboratoires ont confirmé l'attaque chimique.

Quant à la responsabilité, nous avons eu confirmation que des officiers syriens coordonnaient ces attaques visant à accélérer la prise de contrôle du secteur. L'évaluation nationale, constituée d'analyses techniques d'informations de source ouverte et de renseignements déclassifiés obtenus par les services français, est consultable en ligne :https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossi

ers-pays/syrie/article/evaluation-nationale-attaque-chimique-du-7-avril-2018-douma-ghouta-orientale